

Conserver et pérenniser les ressources documentaires

Comment et pourquoi donner ou archiver pour libérer des espaces quand sonne la fin d'une suprématie multiséculaire de l'imprimerie dans la diffusion du savoir ? Cette question d'actualité fut au cœur des journées du CTLES (Bulac, 20-21 juin 2013).

Alexandre Asanovic ouvre ces rencontres, ponctuées de nombreux échanges avec la salle et les intervenants. Il nous apprend notamment que conserver des documents reliés par une colle à base de poisson peut faire partie des problèmes dissimulés dans les compactus : en somme, l'imprimé est toujours là !

Deborah Shorley nous rappelle la primauté actuelle de la qualité des fonds sur celle de la quantité, doctrine de la United Kingdom Research Reserve qu'elle dirige depuis l'Imperial College de Londres.

Alors qu'en Europe nous avons trop de papier dans nos magasins, en Haïti l'existence de bâtiments permettant de les conserver a été rendue aigüe après le séisme de 2010. La reconstruction par les bibliothécaires d'une offre documentaire de qualité, incarnée par le projet de La Ruche à Damien, près de Port-au-Prince, tranche en effet avec les problématiques européennes d'explosion documentaire. Avec le CTLES comme lieu d'inspiration et de formation, Jérémy Lachal, de l'ONG Bibliothèques sans frontières, et Nixon Calixte, représentant les professionnels haïtiens de l'information scientifique et technique, présentent ce projet et son réseau de relais dans tout le pays, comme un établissement « hors les murs ».

Noëlle Balley souligne à propos de l'archivage pérenne de documents de la bibliothèque Cujas au Cines que la numérisation est aujourd'hui largement pratiquée sans anticiper forcément la question de l'archivage pérenne. L'obsolescence des formats, les connaissances en archivistique numérique, le dialogue avec les informaticiens, la formation continue autour de l'ap-

prentissage de langages comme le XML sont autant de défis à relever lors d'une campagne de numérisation. Les dynamiques de mutualisation sont mises en avant par Brésile, groupe informel des directions des bibliothèques de l'enseignement supérieur en Île-de-France et facilitateur de projets, prônant l'intérêt de la circulation d'informations contre la « balkanisation » documentaire.

La table ronde qui clôture la journée verra les questions et les regards se tourner régulièrement vers Deborah Shorley dont l'expertise s'accompagne d'une vision pragmatique de la gestion des ressources, centralisant les besoins des chercheurs pour mieux désacraliser le document. Les politiques de conservation partagée de périodiques trouveront lors de ces échanges des échos dans la politique d'acquisition, la gestion des ressources humaines et la légitimité du métier de bibliothécaire dans la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mutualiser et négocier

La deuxième journée débute par une communication de Julie Ladant (MISTRD) rappelant la qualité de « stratégie » de l'État qui se veut garant de la performance et utilise pour cela nombre de leviers comme l'incitation à la mutualisation (contrats de site) et la mesure de l'impact des politiques publiques grâce aux recueils de données statistiques (ESGBU, enquêtes patrimoines), le financement d'opérateurs nationaux (CTLES, Abes, Cines) ou le développement des collections numériques (Cleo, Open Editions, Revues.org, Persée, licences nationales, projet Istex).

Thierry Fournier, acteur de la négociation avec Wiley pour l'achat des ressources via Couperin, relève les différences de qualité de services entre éditeurs de ressources numériques dans un mouvement vers la suprématie de l'*e-only* alors que des enquêtes d'usage à Lille 3 font converger les attentes des étudiants vers un besoin renouvelé de ressources imprimées et de professionnels référents. Cette dernière étude, présentée par Isabelle Westeel et Anne Morenville, fut entreprise dans le cadre du projet de refonte de la bibliothèque vers un bâtiment repensé comme un learning centre, selon le modèle d'autres établissements de ce type dans l'agglomération lilloise.

Enfin, Laurent Dupuy de la Bibliothèque nationale de France, détaille le fonctionnement de Spar, le système d'archivage pérenne financé par le ministère de la Culture et de la Communication. La question du partenariat avec les acteurs de l'archivage dans l'enseignement supérieur et la recherche s'est donc naturellement posé en fin de journée.

Archiver, reconstruire, redistribuer, travailler en réseau, développer de nouvelles compétences en informatique documentaire dans un contexte budgétaire dépressionnaire... : les équations complexes exposées et débattues lors de ces journées resurgiront sans doute lors de prochaines rencontres autour de ces médias imprimés et électroniques, décidément bien « chauds » !

CLAUDE OULION

Département des services
aux réseaux, Abes
oulion@abes.fr